

[illegible]

Enseignant-chercheur, Observatoire/Centre de recherche en entrepreneuriat – Ecole des dirigeants et créateurs d'entreprise (OCRE-EDC), spécialiste du monde russe. Manuscrit clos en août 2007

Les clans en Azerbaïdjan

En novembre 2005, l'opposition démocratique azérie, s'inscrivant dans la logique des mouvements populaires qui, entre 2003 et 2005, ont balayé, dans l'espace post-soviétique, plusieurs régimes autoritaires, depuis la «révolution» des roses en Géorgie à celle des tulipes au Kirghizstan, en passant par celle dite orange en Ukraine, a tenté de renverser le régime d'Ilham Aliev. Peu nombreux, ne disposant que de maigres ressources et dépourvus de soutien international, les démocrates azéris espéraient néanmoins que la contestation des résultats des élections législatives par le biais de manifestations dans les rues de Bakou mobiliserait l'opinion publique, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Ce ne fut pas le cas.

L'échec de cette tentative de «révolution pacifique» a, entre autres explications, l'accord tacite entre Washington et Moscou concernant le maintien en place du régime Aliev. Aussi bien pour la Russie intéressée à stopper la vague des «révolutions colorées» dans son «étranger proche» avant les élections législatives (décembre 2007) et présidentielle (mars 2008), que pour les Etats-Unis soucieux de préserver dans

cette région pétrolière la stabilité face à l'Iran, Ilham Aliev constitue un moindre mal⁽¹⁾. Néanmoins une analyse de l'échec de la révolution azerbaïdjanaise ne saurait être complète sans la prise en compte des facteurs endogènes que sont, dans ce pays, les rivalités internes entre clans.

Les élections législatives du 6 novembre 2005 avaient été précédées d'une purge profonde et violente au sein de l'élite dirigeante. En octobre, le gouvernement avait empêché l'atterrissage à Bakou de l'avion dans lequel se trouvait Rassoul Gouliev, *leader* en exil du Parti démocratique d'Azerbaïdjan, qui fut détourné vers un aéroport ukrainien. Cet ex-président du Parlement et ancien financier du clan Aliev s'était exilé aux Etats-Unis en 1996, d'où il continuait à influencer sur la vie politique en Azerbaïdjan. Selon le plan des opposants, sa venue à Bakou devait déclencher une «dynamique orange» azérie à l'occasion des élections de novembre. Ilham Aliev a pris très au sérieux ce qu'il considérait comme une tentative de coup d'Etat, à l'instar de ceux qui avaient secoué le pays entre 1990 et 1995. Plusieurs personnalités du gouvernement et leurs proches ont été

* Auteur de «Géopolitiques continentales» (Armand Colin, 2006) et de «Les révolutions de velours» (Armand Colin, 2006).

accusés de conspiration contre le régime, limogés et arrêtés : parmi eux, le ministre du Développement économique, Farhad Aliev (sans lien de parenté avec le Président), son frère Rafik, président d'Azerpetrol, qui contrôle le marché national des carburants, Ali Insanov, ministre de la Santé, ainsi qu'Akif Mouraverdiev, un haut responsable de l'administration présidentielle. Ces arrestations ont été aussitôt suivies d'une redistribution des actifs contrôlés par le clan auquel appartenaient les «comploteurs».

Les frères Aliev et Ali Insanov font partie du clan dit des Arméniens⁽²⁾ qui réunit les Azéris originaires de ce pays. En revanche, la famille du président Ilham Aliev appartient à un autre, beaucoup plus puissant, dit du Nakhitchévan, qui détient la plupart des leviers de pouvoir depuis le retour, en 1993, de Heydar Aliev, père de l'actuel chef de l'Etat. Pour une bonne part, la tentative de «révolution» démocratique de novembre 2005 résultait du projet du clan des Arméniens de remettre en cause le *leadership* exercé par celui du Nakhitchévan.

L'Azerbaïdjan actuel



Traditionnellement invisible, car reliée aux rouages secrets du mécanisme étatique, la géopolitique des clans permet d'expliquer les rivalités politiques internes d'un grand nombre de pays du monde post-soviétique et, en particulier, de son aire musulmane. Pour la comprendre, il faudrait aborder les étapes majeures de l'édification du pouvoir azéri, fondée sur l'intégration des anciens khanats (organisation horizontale) aux structures verticales de l'Etat russe, à compter de leur annexion par la Russie, après sa victoire sur la Perse, en 1828. Avec l'intégration des élites azéries à la verticale du pouvoir soviétique, de nouveaux clans se sont formés sur la base des anciennes solidarités régionales (khanats) et ont été renforcés par un transfert de plus en plus important des compétences de l'élite communiste russe de Moscou vers la nouvelle élite

azérie. A la fin des années 1960, un des clans azéris horizontaux (Nakhitchévan) a vu son ascension assurée grâce à l'entrée de son *leader*, Heydar Aliév, dans la «structure verticale» du KGB. De chef du KGB azerbaïdjanais, il est devenu Premier secrétaire du Parti communiste d'Azerbaïdjan, fonction qu'il occupera jusqu'en 1982. Après une promotion à Moscou, suivie d'un limogeage en 1987, il a profité de la dislocation de l'Union soviétique pour revenir au pouvoir en Azerbaïdjan, avec, dans son sillage, l'ensemble du clan du Nakhitchévan. Sa mort, en 2003, et la succession de son fils, Ilham, ouvre une longue période de transition, caractérisée par des luttes de plus en plus violentes entre clans au sommet, dont la purge du clan des Arméniens ne constitue qu'un des derniers rebondissements.

Khanats azéris au début du XIX^e siècle



L'empreinte de l'histoire

La fragmentation clanique de la société puise ses racines dans l'organisation féodale des Azéris, divisés en une série de khanats, plus ou moins autonomes, vassaux de la Perse. Au XVIII^e siècle, ces khanats étaient organisés autour des cités marchandes comme Chemakhi, Qouba, Gandja, Bakou, Nakhitchevan, etc. La division actuelle en clans repose sur d'anciennes rivalités régionales.

Même si certains chercheurs proposent d'utiliser le terme «groupement régional» au lieu de celui de «clan»⁽³⁾, il est important de rappeler que le groupe auquel échoit la gestion du clan est soudé par des liens génétiques et/ou matrimoniaux. Autour de ce noyau principal se greffent des réseaux secondaires fondés soit sur la parenté éloignée et supposée, soit sur la solidarité de village, soit, dans un sens plus large, sur le clientélisme des relations d'affaires. Ainsi, le clan du Nakhitchevan a pour socle la famille élargie des Aliev originaire de cette région, le clan des Arméniens a été dominé ces dernières années par les cinq frères Aliev d'Arménie (Farhad, Rafik, Aliovsat, Saoudeif et Alipanakh, également appelés «fratrie d'Alar» du nom du berceau de la famille), tandis que le clan des Kurdes d'Azerbaïdjan, lié par le mariage à la famille de Heydar Aliev, était dirigé par la fratrie Aïoubov, composée de quatre frères. Comme l'affirme le chercheur ouzbek résidant en Allemagne, Bahodir Sidikov, ces clans ont pour objectifs la captation des ressources et, à terme, la privatisation de l'Etat au bénéfice des plus puissants d'entre eux⁽⁴⁾.

● Classifications

Selon les chercheurs, plusieurs classifications peuvent être établies. Ainsi, Igor Mouradian, un Arménien du Haut-Karabakh, distingue trois niveaux selon

l'influence politique des clans à l'époque soviétique. Dans le premier, s'opposaient les plus puissants, ceux de Choucha et de Gandja, qui contrôlaient respectivement le Haut-Karabakh et l'ouest de l'Azerbaïdjan. Dans le deuxième étaient réunis plusieurs clans, moins puissants : ceux d'Agdam, de Cheki, d'Apchéron et de Lenkoran. Enfin, le troisième comprenait plusieurs petits clans : ceux de Goytchay, d'Agdach, de Chemakhi, de Zakatala, de Chamkhor, de Khatchmas et d'autres⁽⁵⁾.

Pour la période post-soviétique, un ancien responsable de l'administration présidentielle azérie, Eldar Namazov, propose une classification reposant sur le poids démographique des différents clans, car désormais chacun d'entre eux a besoin d'un électorat pour être représenté, même si les élections ne se déroulent pas toujours dans des conditions transparentes. D'après Eldar Namazov, au sommet se trouve le clan des Arméniens, numériquement le plus important du fait des migrations de ces populations tout au long du XX^e siècle, la dernière vague datant du conflit du Haut-Karabakh. Ainsi, la plupart de ceux que l'on désigne généralement sous l'appellation de «Arménistanis» sont nés en Azerbaïdjan et y vivent depuis plusieurs générations. Selon des estimations, ils représenteraient entre 30 % et 40 % de la population totale azerbaïdjanaise. De par sa nature, ce clan n'a pas d'assise territoriale, car ses membres sont des migrants ou des descendants de migrants, dispersés dans les districts azerbaïdjanais. Ils sont ainsi tout particulièrement présents dans les régions de Bakou-Apcheron, Gandjabassar⁽⁶⁾, Mil-Mougan et dans les grandes villes (Bakou, Gandja, Soumgait, Minguetchevir et Ali Bairamli). Suivent quatre clans dont la part respective dans la population azerbaïdjanaise est de près de 10 % : ceux de Bakou-Chirvan, du Karabakh, du Gandjabassar et du Sud (Lenkoran avec

les districts limitrophes). Puis quatre autres regroupent chacun environ 5 % de la population : ceux de Qouba-Khatchmas, de Cheki, et les communautés avaro-lezguines. Enfin, malgré leur poids démographique peu significatif, deux clans exercent une forte influence en Azerbaïdjan, grâce à leur politique d'alliances : le clan du Nakhtchevan (4 % de la population), jusqu'à lié aux «Arméniens», et celui des Azerbaïdjanais originaires de Géorgie (3 %)⁽⁷⁾ ; s'y ajoute celui des Kurdes (1 %). Les autres auteurs établissent des classifications plus ou moins proches de celles de I. Mouradian ou de E. Namazov.

Géopolitique des clans

L'alliance des trois clans (du Nakhtchevan, des Arméniens et des Kurdes) leur permet de tenir sous influence la moitié de la population azerbaïdjanaise et d'avoir en mains les rênes du pays. La répartition des charges dans les instances dirigeantes est la suivante : au premier reviennent la magistrature suprême et tous les postes liés aux forces de maintien de l'ordre, au deuxième l'éducation et la santé, et au troisième des fonctions locales (la mairie de Bakou notamment). A l'époque d'Aliév père, les Nakhtchevanis étaient chef de l'Etat, Premier ministre et responsable de l'Administration présidentielle, et avaient acheté l'appui des Arménistans en leur offrant la présidence du Parlement. Or, en 2002, Heydar Aliév, en vue de préparer la succession en faveur de son fils, a pris la précaution de réduire les compétences du Parlement et, indirectement, de sa présidence.

● Le clan du Nakhtchevan

Outre les personnalités évoquées ci-dessus, à ce clan appartiennent le Premier ministre Artour Rassi-Zadé, le

vice-Premier ministre Yagoub Eïoubov, responsable du secteur énergétique, les ministres de l'Intérieur, Ramil Oussoubov, du Développement économique, Heydar Babaev (qui remplace depuis 2005 Farhad Aliév, actuellement en cours de jugement), des Situations d'urgence, Kemaleddine Heydarov, des Impôts, Fazil Mamedov, de la Sécurité nationale, Eldar Makhmoudov et le président du Comité d'Etat des douanes, Aïdyn Aliév. Les Nakhtchevanis ont un droit de regard sur l'essentiel des flux financiers de l'Azerbaïdjan et notamment la Socar, société pétrolière nationale, partenaire de majors occidentales dans le cadre de contrats internationaux lucratifs. Cette entreprise est contrôlée directement par la famille Aliév qui a toutefois confié certains postes dirigeants à des représentants du clan allié des Kurdes.

● Le clan des Arméniens

Parmi les Arménistans, on compte l'actuel ministre de l'Education, Missir Mardanov, les anciens titulaires des portefeuilles du Développement économique, Farhad Aliév⁽⁸⁾, de la Santé, Ali Insanov (tous deux en prison, jugés ou en cours de jugement), et des Finances, Avaz Aliekberov (démis de ses fonctions en avril 2006). Ce dernier, bien qu'appartenant au clan des Arméniens, était proche du frère du défunt Président, Heydar Aliév, l'académicien Djelal Aliév, considéré avant la mort du chef de l'Etat comme l'un des hommes les plus riches et les plus influents du pays. Depuis 2003, Djelal Aliév entretient des relations médiocres avec le nouveau Président, son neveu, qui l'a progressivement écarté du pouvoir et réduit considérablement son influence. Mais ce faisant, il a perdu un maillon essentiel de l'alliance entre Nakhtchevanis et Arménistans. Ces derniers avaient pourtant joué un rôle décisif dans le retour au pouvoir de Heydar Aliév en 1993, puisqu'ils ont

apporté aux Nakhitchévanis les électeurs qui leur manquaient pour remporter l'élection présidentielle. Profitant des structures lâches du clan des Arménienis, Heydar Aliev avait pu conserver leur soutien à un faible coût, moyennant quelques positions d'importance secondaire offertes à certains notables arménistanis. Il s'agissait de maintenir, d'une part, les apparences d'une alliance stratégique et, d'autre part, d'éviter que les Arménistanis passent dans l'opposition. Cela n'alla pas toujours sans heurts. Lors de l'élection présidentielle de 1998, l'un d'entre eux s'est présenté contre Heydar Aliev, qui est toutefois parvenu, au moyen de diverses manœuvres, à détourner le vote arménistani à son profit.

● Le clan des Kurdes

Historiquement, les Kurdes ont les mêmes intérêts que les Arménistanis et les Nakhitchévanis. Comme eux, ils viennent des confins de l'Arménie, leur installation en Azerbaïdjan datant de la fin des années 1980. Ils avaient quitté le Haut-Karabakh et la République d'Arménie pour suivre les Azéris d'Arménie dans leurs pérégrinations vers le Bas-Karabakh et jusqu'à Bakou et, pour finalement, après le repli des forces arméniennes en 1994, s'installer dans le district d'Agdjabedin qui concentre désormais près de 80 % des Kurdes présents dans le pays. Bien que le recensement de 1999 n'indique que 13 100 Kurdes, leur nombre total serait proche des 50 000-60 000, soit environ 1 % de la population⁽⁹⁾. Partageant bien souvent le sort des Arménistanis, une partie des Kurdes est localisée depuis fort longtemps au Nakhitchévan, où elle a noué des relations avec le clan de Heydar Aliev. D'après les observateurs, le clan des Kurdes serait dirigé par Beylar Eïoubov, ancien garde du corps du président Heydar Aliev, marié à une nièce de ce dernier, et dont la famille

est établie dans le Nakhitchévan. Sans grande envergure, B. Eïoubov est néanmoins considéré comme membre à part entière de la famille Aliev. Au début des années 1990, il a en effet accueilli Heydar Aliev, alors tombé en disgrâce, à Nakhitchévan et est devenu son homme de confiance. Il a été désigné en 1993 chef du service de sécurité présidentiel et exercera cette fonction pendant plus de dix ans avant de se retirer peu après la mort de son protecteur. En quelques années, il est ainsi devenu l'une des personnalités les plus influentes du pays, en faisant nommer des membres de son clan à plusieurs postes d'importance dans les instances du pouvoir. Parmi eux figurent le maire de Bakou (depuis 2001), Hadjiboulla Aboutalibov, le président de la société pétrolière nationale Socar, Rovnag Abdoullaev, le président de la Compagnie nationale de télévision, Arif Alychanov. B. Eïoubov a également réussi, avec l'aide de ses deux frères, Eïoub et Rafik, à se tailler une place de premier plan dans la grande distribution *via* la société Azerittifag, dont les magasins sont particulièrement nombreux dans la partie occidentale du pays.

L'alliance entre les Nakhitchévanis et les Kurdes ne se fonde pas exclusivement sur le lien de parenté entre les familles Aliev et Aïoubov. D'autres éléments entrent en ligne de compte et on dit même que Heydar Aliev aurait une lointaine origine kurde. Mais surtout il a noué des contacts avec les Kurdes d'Azerbaïdjan, lorsqu'il travaillait au KGB dans les années 1960 et, plus tard, en tant que Premier secrétaire du Parti communiste azerbaïdjanais, dans le but, semble-t-il, de fournir, par leur intermédiaire, de l'aide au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) pour déstabiliser la Turquie, membre de l'Otan. Cette hypothèse relève cependant du domaine des suppositions, la période KGBiste de la vie de Heydar Aliev restant très mal connue. Enfin,

H. Aliev a choisi probablement les Kurdes tout comme les Arménistanis, car ces deux clans, à l'instar des Nakhitchévanis, ont tout particulièrement souffert du conflit du Haut-Karabakh et sont par conséquent les plus aguerris et les plus enclins à conquérir le pouvoir.

● Les autres clans

Tous les autres clans se sont trouvés progressivement marginalisés sur le plan politique, privés d'accès aux ressources et écartés des médias⁽¹⁰⁾. Ils se sont regroupés autour de plusieurs partis d'opposition, peu influents, divisés et rivaux. L'aile «classique» du Front populaire d'Azerbaïdjan (FPA) est dirigée par Mirmakhmoud Miraliogly (Fattaev)⁽¹¹⁾ et réunit des ressortissants de la région de Lenkoran, au Sud. Une autre aile du FPA, dite réformatrice, avec Ali Kerimli à sa tête, regroupe des Azéris vivant dans le district de Saatli, au Sud-Est. Le Parti de l'indépendance nationale (PIN), dont le *leader*, Etibar Mamedov, s'est présenté contre Heydar Aliev à l'élection présidentielle de 1998, rassemble des Arménistanis «dissidents». Le Parti démocratique d'Azerbaïdjan (PDA), présidé par Rassoul Gouliev, en exil aux Etats-Unis depuis 1996, a pour base un groupement dissident de Nakhitchévanis, écartés du pouvoir à compter de cette date⁽¹²⁾. Le parti Moussavat a son assise électorale dans la région historique du Karabakh⁽¹³⁾ d'où est originaire son *leader*, Issa Gambar. Le Parti de la solidarité civile (PSC) est soutenu par une partie de l'électorat du Sud (district de Yardymli) où est né son président, Sabir Roustamkhanly. Le parti Adalat représente des minorités daghestanaises et des Azéris originaires du Nord-Ouest (district de Tovouz), d'où vient son chef, Ilias Ismaïlov. Le Parti social-démocrate (PSD), issu d'une aile réformatrice du Parti communiste azerbaïdjanais, et encore présidé par

l'ancien chef de l'Etat, Aïaz Moutalibov (1990-1992), a des électeurs surtout à Bakou, Chemakhi et dans la région de Chirvan⁽¹⁴⁾.

On notera que la communauté russe, encore forte de 140 000 personnes (soit 1,8 % de la population), pour la plupart de nationalité azerbaïdjanaise, n'a pratiquement aucune représentation politique (un seul député) et est composée essentiellement de retraités établis à Bakou (les jeunes sont retournés en Russie) et de membres de sectes religieuses peu actives (Vieux Croyants, Molokans).

Une évolution mouvementée

Pendant un siècle, de 1828 à 1917, la population azérie a été dirigée selon le modèle du gouvernorat militaire, caractéristique des périphéries de l'Empire russe. Les notables azéris étaient écartés des postes stratégiques au profit des agents de l'administration tsariste. Entre 1918 et 1920, une république indépendante voit le jour avec l'aide de la Grande-Bretagne, dont les troupes, stationnées en Perse, occupent alors Bakou. La répression de l'Armée rouge en 1920 décime l'élite azérie naissante ou la contraint à l'exil. Entre 1920 et 1933, la République soviétique socialiste d'Azerbaïdjan est dirigée par des non-Azéris, dont le Russe Sergueï Kirov (1921-1926) et les Arméniens Anastase Mikoïan (1920) et Levon Mirzoïan (1926-1929). Le premier Azéri à s'installer aux commandes du pays, entre 1933 et 1953, fut Mir Djafar Baguirov, qui avait fait ses classes au NKVD (qui deviendra le KGB) et proche de Lavrenti Beria. D'après certaines sources, ce dernier, bien que Géorgien, devrait le lancement de sa carrière à M. D. Baguirov qui l'a recruté au sein de la Tchéka⁽¹⁵⁾ azérie. Promu à Moscou, L. Beria lui apportera un

soutien indéfectible. Après sa chute en 1953, M. D. Baguirov est limogé, arrêté et condamné à la peine capitale, pour les excès commis lors de la répression, qu'il avait organisée en Azerbaïdjan dans les années 1920⁽¹⁶⁾.

Selon Igor Mouradian, les deux principaux clans régionaux de l'époque soviétique, ceux de Choucha et de Gandja, sont les ancêtres des clans actuels issus du Karabakh et du Nord-Ouest. Bien qu'il fut originaire de Qouba (Nord-Est), M. D. Baguirov représentait les intérêts du clan de Choucha, auquel il était lié par sa belle-famille. L'objet des luttes claniques portait à l'époque sur les postes au sein de l'appareil du parti unique sur place, mais aussi à Moscou, ainsi que dans la sphère diplomatique, sans compter les fonctions régaliennes (Parquet, Intérieur) et économiques (industrie pétrolière, viticulture, approvisionnement alimentaire, restauration collective, BTP)⁽¹⁷⁾.

Moscou avait cependant le dernier mot dans toutes les nominations, d'où l'utilité d'y disposer d'un «parrain», quand on visait un poste. Le dissident russe, Ilia Zemtsov, qui connaissait bien l'Azerbaïdjan soviétique donne, pour la période des années 1960, une liste de parrains moscovites, membres du Comité central du PCUS, et de parrainés azerbaïdjanais : par exemple, le Premier secrétaire, Veli Akhoundov (1959-1969) avait le soutien du secrétaire du Comité central, Andreï Kirilenko et le président du Conseil des ministres, E. Alikhanov, celui de Kiril Mazourov. Le deuxième secrétaire (traditionnellement d'origine slave) avait, lui aussi, son parrain à Moscou⁽¹⁸⁾. Maksim Olenov précise que V. Akhoundov, tout en venant de la région de Qouba, était associé par sa femme au clan de Choucha et défendait les intérêts de ce dernier. C'est ainsi que, dans les années 1960, il s'est opposé aux tentatives de l'Arménie d'annexer le Haut-Karabakh⁽¹⁹⁾. En 1969, le chef du KGB

azerbaïdjanais, Heydar Aliev, natif de la région du Nakhitchévan, évince Veli Akhoundov pour prendre sa place à la tête du Parti, grâce à l'aide de l'adjoint du président du KGB et parent de Leonid Brejnev, Semion Tsvigoun. Les années Aliev sont caractérisées par la nomination de membres du KGB à des fonctions stratégiques et à l'élimination systématique des hommes de V. Akhoundov des structures de pouvoir. Dans le même temps, les parents et certains habitants de la région du nouveau Premier secrétaire se voient offrir des postes dans l'administration. En 1982, Iouri Andropov promeut Heydar Aliev à Moscou. Avant son départ, ce dernier fait nommer Kiamran Baguirov à la tête de la république, le parrainage de cet Arménistani préfigurant l'alliance qui sera nouée entre le clan du Nakhitchévan et celui des Arméniens. En 1987, Heydar Aliev est limogé par Mikhaïl Gorbatchev, qui voit en lui un représentant de l'ancienne génération communiste, trop liée au KGB. Peu après, ce fut au tour de Kiamran Baguirov qui sera remplacé par un proche de M. Gorbatchev, originaire du Karabakh, Abdourahman Vezirov, auquel succèdera, en 1990, Aïaz Moutalibov, avec la bénédiction de Moscou. Entre 1988 et 1992, tous ceux qui sont liés de près ou de loin à Heydar Aliev sont révoqués. Toutefois, A. Moutalibov pâtit de sa relation trop étroite avec la Russie et ne parvient à mobiliser en sa faveur aucun clan. A la suite des échecs militaires essuyés sur le front du Haut-Karabakh, il est poussé à la démission en 1992 et remplacé par le *leader* du Front populaire, Eboufraz Eltchibey, natif du Nakhitchévan. En 1993, celui-ci est, à son tour, chassé du pouvoir par le colonel Souret Gousseïnov, originaire de Gandja, qui prépare le retour aux affaires d'Heydar Aliev, lequel était réfugié depuis 1990 au Nakhitchévan, où il avait été élu président du Soviet suprême local. Devenu président de la République, H. Aliev recommence à placer des

Nakhitchévanis à des postes-clés, tout en s'associant avec le clan des Arméniens. En même temps, il se débarrasse habilement du colonel Gousseïnov. En 2003, quelques mois avant sa mort, Heydar Aliev organise sa succession en faisant élire son fils président du Parlement (d'après la Constitution, c'est ce personnage qui assure l'intérim en cas de décès du chef de l'Etat). Ayant remporté haut la main l'élection présidentielle du 15 octobre 2003, Ilham Aliev promet solennellement de poursuivre la politique de son père et de conserver son équipe.

Après la mort de Heydar Aliev

A la différence de son père, qui avait constitué son équipe de toutes pièces, Ilham Aliev fut obligé, au début de son mandat, de composer avec la «vieille garde» paternelle, qui comprenait alors le chef de l'Administration présidentielle, Ramiz Mekhtiev, les ministres de la Défense, Safar Abiev, de l'Intérieur, Ramil Oussoubov, de la Sécurité nationale, Namik Abbassov, et du Développement économique, Farhad Aliev. Il nomme cependant, dès 2003, un de ses proches, Elmar Mamediarov, à la tête du ministère des Affaires étrangères. Puis, en septembre 2004, il remplace à la Sécurité nationale N. Abbassov par son fidèle Eldar Makhmoudov⁽²⁰⁾ et crée un nouveau ministère pour coiffer l'industrie d'armement, dont il confie la charge à un autre de ses affidés, Iaver Djamalov, auquel est transférée une partie des compétences du ministre de la Défense, S. Abiev, en poste depuis 1998. Enfin, en octobre 2005, le ministère de la Sécurité nationale, désormais sous le contrôle exclusif du nouveau Président, annonce qu'il avait déjoué une tentative de coup d'Etat et procède à l'arrestation de deux ministres arménistans, Farhad Aliev et Ali Insanov. Ils sont

remplacés par deux autres proches d'Ilham, Heydar Babaev et Oktai Chiraliev.

Cette purge met fin aux ambitions de la très active «fratrie d'Alar» qui fait partie du clan des Arméniens. Son *leader*, Farhad Aliev, avait été nommé en 2001 à la tête d'un super-ministère du Développement économique, créé sur mesure pour lui par le père d'Ilham, réunissant les ministères de la Propriété d'Etat (chargé des privatisations), du Commerce, de l'Economie et de l'Industrie légère, ce qui permit au clan arménien de s'imposer dans la sphère économique, au point de représenter une menace pour les poids lourds industriels et commerciaux nakhitchévanis (notamment le Gilan Holding de K. Heydarov et l'ABU-Holding de H. Babaev) et kurdes (l'Azeritiffag des frères Eïoubov). La «fratrie d'Alar» a pu ainsi fonder une holding influente dont le fleuron est Azerpetrol, la plus grande société privée pétrolière du Caucase du Sud et la seule entreprise azérie ayant réussi à internationaliser ses activités, en s'implantant en Géorgie, en Ukraine, en Moldavie, en Roumanie et en Turquie⁽²¹⁾. Au moment de l'arrestation de son président, Rafik Aliev, Azerpetrol avait un chiffre d'affaires de 200 millions de dollars, employait plusieurs milliers de personnes et, hormis le secteur de l'extraction d'hydrocarbures contrôlé directement par l'Etat, était l'un des plus importants contributeurs au budget national.

L'expansion très rapide de la «fratrie d'Alar» irritait profondément l'oligarque nakhitchévani, Kemaleddine Heydarov, directeur des douanes. Mais celui-ci fit si bien qu'il réussit à se faire nommer en 2006 à la tête d'un nouveau ministère des Situations d'Urgence, créé spécialement pour lui et dont les compétences dépassent largement celles normalement confiées à cette fonction⁽²²⁾. Conformément

à la logique féodale des clans, K. Heydarov a obtenu d'être remplacé à la tête des Douanes par l'un de ses proches, afin de maintenir son influence

sur les activités de commerce extérieur, hors pétrole. Il est aujourd'hui l'un des hommes les plus puissants et les plus riches d'Azerbaïdjan.

Les hommes les plus riches d'Azerbaïdjan

Rang	Nom	Poste	Fortune en 2006 (millions de dollars)
1	Kemaledine Heydarov	Ministre des Situations d'urgence	2 000
2	Beylar Eïoubov	Ancien garde du corps du président Heydar Aliev	1 000
3	Farhad Aliev	Ancien ministre du Développement économique, en prison	700
4	Heydar Babaev	Ministre du Développement économique	500
5	Ali Insanov	Ancien ministre de la Santé, en prison	500
6	Ziia Mamedov	Ministre des Transports	500
7	Ramil Oussoubov	Ministre de l'Intérieur	400
8	Eldar Gassanov	Ancien Procureur général	350
9	Djahanguir Askerov	Président de la compagnie aérienne nationale Azal	250
10	Elman Roustamov	Président de la Banque nationale	200
11	Iaver Djamalov	Ministre de l'Industrie d'armement	150
12	Rizvan Vagabov	Haut responsable de la société pétrolière nationale Socar	150
13	Ramiz Mekhtiev	Chef de l'Administration présidentielle	100
14	Abbas Abbassov	Ancien vice-Premier ministre	50

Source : Centre d'analyse économique (EG TsARA)

Ayant sacrifié le soutien des Arméniens à la seule fin d'évincer la «vieille garde» de son père, Ilham Aliev s'est trouvé contraint de chercher de nouveaux alliés. Le ministre de la Culture et du Tourisme, Aboulfaz Garaev, est l'un de ceux-là : il anime, en effet, un nouveau groupement d'intérêts, composé de quadragénaires (les *gagouliks*), qui s'est formé en dehors des clans, sur la base de l'Organisation de la jeunesse communiste et dont les membres ont fait fortune dans les années 1990.

● Redistribution de la propriété et répercussions sur les investisseurs étrangers

Ceux dont la responsabilité a été mise en cause dans le «complot» d'octobre 2005 ont vu confisqués certains de

leurs biens. Ainsi, à la suite d'un arrêt d'un tribunal de commerce de Bakou, le frère de Farhad Aliev, Rafik, a été dépossédé de sa majorité de contrôle dans Azerpetrol au profit d'un actionnaire minoritaire, qui ne détenait que 0,5 % du capital. Or, cette décision peut apparaître comme un précédent inquiétant pour tous ceux qui ont participé aux privatisations depuis 1991 et, notamment, pour les investisseurs étrangers. Par ailleurs, le gouvernement azerbaïdjanais a annulé les concessions accordées, sous l'égide de Farhad Aliev, à quatre sociétés, dont trois étrangères. Le métallurgiste néerlandais Fondel (deux usines d'aluminium faisant partie de la compagnie nationale Azeraluminium), le turc Barmek et l'opérateur azerbaïdjanais Bayva-Enerji, qui cogéraient la distribution d'électricité à Bakou, Gandja et Ali Bairamli, se sont

vu reprocher l'insuffisance de leurs investissements. Quant au contrat aux termes duquel le britannique Targol Investments Ltd était devenu propriétaire de 97 % des actions du producteur azerbaïdjanais de tubes pour gazoducs et oléoducs, Azerboru, il a été invalidé. Ces annulations en série semblent également s'expliquer par la forte pression que les sociétés russes exercent sur Bakou en vue de revenir sur le marché azerbaïdjanais. Ainsi, Fondel a été expulsé précisément lorsque le géant russe de l'aluminium, Rusal, a annoncé son intention de construire une fonderie à Gandja, à proximité d'une usine d'Azeraluminium. De même, le retrait de Barmek et de Bayva a eu lieu au moment même où le monopole russe de production et de distribution de l'électricité, RAO EES (dirigé par Anatoli Tchoubais), a commencé à manifester de l'intérêt pour le marché azerbaïdjanais, après avoir pris pied en Géorgie et en Arménie. Enfin, le britannique Targol a été écarté peu après qu'eut été dévoilé le projet de création d'une société mixte par Azerboru et la Compagnie métallurgique de tubes (TMK), qui regroupe la plupart des usines de ce secteur en Russie. Par ailleurs, de nombreux signes montrent que les opérateurs russes de téléphonie mobile MTS et Bee-line ont des visées sur la société azerbaïdjanaise Azerfone.



Le phénomène clanique en Azerbaïdjan ne peut être réduit à un simple élément endogène de la société, mais résulte des rivalités engendrées par l'attribution à l'élite azérie par Moscou dans les années 1930 de prérogatives politiques et d'actifs économiques. Ce processus avait, dès l'époque soviétique, entraîné le développement d'une économie informelle placée exclusivement sous le contrôle des clans, qui échappait donc complètement aux autorités

centrales. Le partage du patrimoine de l'Etat, commencé après 1991 par le biais des privatisations, a renforcé la position des clans. Certains de leurs membres se sont enrichis grâce à la rente de situation (souvent sous forme de pots-de-vin) que leur procurait le fait d'avoir la haute main sur des postes stratégiques dans l'administration. Cependant, posséder des usines datant de la période soviétique, et donc obsoletes et peu compétitives dans un système plus ou moins corrompu n'assure pas la pérennité des fortunes acquises à la suite de privatisations plus ou moins truquées. Désormais, des oligarques se sont imposés au sein de chaque clan et la solidarité se fissure face aux rivalités économiques internes. Pragmatiques, ces derniers ont compris que dans une économie de marché fondée sur la libre concurrence, les monopoles d'antan n'ont pas les moyens de résister aux concurrents russes intéressés par le marché azerbaïdjanais. La logique capitaliste fragilise les clans, tout en favorisant un retour en force des acteurs économiques russes.

En effet, les groupes russes s'emploient très activement à conforter leurs positions sur les marchés des anciennes républiques soviétiques, dont ils connaissent tous les rouages, à la différence des investisseurs occidentaux. A leurs yeux, le marché azerbaïdjanais recèle un potentiel important, car le pays est relativement ouvert aux investissements étrangers et connaît les mêmes évolutions (avec cependant quelques années de retard) que la Russie et l'Ukraine. Même s'il manifeste sa volonté de se rapprocher de plus en plus des Etats-Unis et de l'Union européenne, Ilham Aliev entend être pragmatique et donne le feu vert aux capitaux russes, dès lors que leurs projets d'investissement paraissent plus rentables que ceux des Turcs, des Néerlandais ou des Britanniques. Il est

fort à parier qu'à terme, les rivalités de nature économique (au sein de l'oligarchie naissante) ou idéologique (entre conservateurs et réformateurs) remplaceront celles opposant actuelle-

ment les clans et que, comme cela s'observe aujourd'hui en Turquie, ces derniers perdront alors de leur importance.

Notes :

(1) M. Chamsoudine, «Amerikantsy ostaviat Alieva» [Les Américains laisseront Aliev en place], *Prognosis* (Moscou), 25 octobre 2005, <http://www.prognosis.ru/news/crevolution/2005/10/25/mamaev.html>. Le conseiller du président Vladimir Poutine, Sergueï Prikhodko, a affirmé, en octobre 2005, que la Russie soutenait Ilham Aliev, car sa politique était «compréhensible et prévisible», cf. N. Asadova, «Ilkhamovo tsarstvo» [Le royaume d'Ilham], *Vlast* (Moscou), n° 43, 31 octobre 2005.

(2) Connue également sous l'appellation des «Arménistanis», des «Haïstanis» ou encore «Eraz», ce dernier terme étant l'acronyme en russe de «erevanskije azerbaïdžantsy» (Azéris d'Erevan).

(3) B. Sidikov, «Novoe ili traditsionnoe ? Regionalnye grouppirovki v postsovetkom Azerbaïdžane» [Nouveau ou traditionnel ? Les groupements régionaux dans l'Azerbaïdjan postsoviétique], *Vestnik Evrazii* (Moscou), n° 2, 2004, p. 155. (Version anglaise de cet article : B. Sidikov, «New or Traditional ? "Clans", Regional Groupings, and State in Post-Soviet Azerbaijan», *Berliner Osteuropa Info* (Berlin), n° 21, 2004, pp. 68-74).

(4) B. Sidikov, *op.cit.*, p. 156.

(5) Cité par M. Olenev, «Iz istorii azerbaïdžanskikh klanov» [A propos de l'histoire des clans azéris], *Kto est kto* (Moscou), n° 3, 2006, www.whoiswho.ru.

(6) Ce nom désigne une région historique qui comprend la ville de Gandja et les districts proches (Samukh, Agstafin, Tovouz, Chamkir, Khanlar), Gazakh, Dachkessan, Giadabeï, Gueranboï et la ville de Minguetchevir.

(7) On les appelle également Bortchaliens, du nom de la région en Géorgie d'où ils sont originaires, Bortchaly, dénommée Kvemo-Kartli en Géorgie. Cf. M. Komakhia, «Georgia's Azerbaijanis : Problems of Civilian Integration», *Central Asia and the Caucasus* (Lullea, Suède), n° 5 (29), 2004, www.ca-c.org ; R. Ibragimkhalilova, «Tysiatchi azerbaïdžantsev Grouzii perejajout na istoritcheskouiou rodinou» [Des milliers d'Azerbaïdjanais de Géorgie partent pour leur patrie historique], *Ekho* (Bakou), 11 avril 2007 ; E. Namazov, «Voïna i mir regionalnykh klanov» [Guerre et paix dans les clans régionaux], *Realny Azerbaïdžan* (Bakou), décembre 2006 ; www.realazer.com (web-journal de l'opposition démocratique azérie).

(8) Né en 1963, dans la localité d'Alar, dans le district de Djalilabad, situé à 200 km au sud de Bakou, Farhad Aliev a fait une brillante carrière d'abord comme haut responsable du Comité central des Jeunesses communistes, puis après 1991, dans les affaires et au sein du gouvernement. Entre 1998 et 2005, cet oligarque azéri a été successivement ministre du Commerce, puis de la Propriété d'Etat (responsable des privatisations), avant de se voir confié le portefeuille du Développement économique. Arrêté en octobre 2005, son procès est en cours.

(9) A. Junusov, «Etnitcheski sostav Azerbaïdžana (po perepisi 1999 g.)» [Composition ethnique de l'Azerbaïdjan (d'après le recensement de 1999)], 12 mars 2001, Réseau de veille ethnologique et de prévention des conflits, http://www.iea.ras.ru/topic/census/mon/yunus_mon2001.htm.

(10) D'après des sondages réalisés en octobre 2005, 73 % des Azerbaïdjanais soutenaient Ilham Aliev, tandis que les principaux opposants, Issa Gambar et Ali Kerimli, ne recueillaient respectivement que 5,6 % et 2,1 % d'opinions favorables. Ces résultats ont été confirmés par des organismes indépendants, telle la Fondation Soros.

(11) Fattaev est le nom qu'il portait durant la période soviétique. Après l'indépendance, les noms de famille qui avaient été attribués du temps de l'URSS ont été modifiés de deux façons : soit la terminaison, souvent en «ov», a été supprimée (par exemple, Iskenderov est devenu Iskender), soit était ajoutée la terminaison «oglou» (fils en langue azérie). Néanmoins, certaines personnalités étant connues sous leur nom soviétique, celui-ci est mentionné entre parenthèses après leur patronyme azéri.

(12) En l'absence de son *leader*, le parti est dirigé par le Nakhitchevani Sardar Djalaloglou (Mamedov).

(13) Il faut rappeler que seule une partie du Karabakh, appelée communément «haut» ou

«montagneux» se trouve aujourd'hui sous le contrôle des Arméniens.

(14) E. Namazov, *op. cit.* ; R. Moussambekov, «Azerbaïdjanskaïa mnogopartiinost. Klassifikatsia i kharakteristika politicheskikh partii i ikh obiedinenii» [Multipartisme azerbaïdjanais. Classification et caractéristiques de leurs regroupements], *Kto est kto* (Moscov), n° 5, 2003, www.whoiswho.ru.

(15) Acronyme formé à partir des initiales Tch.et K. (Commission extraordinaire), police politique soviétique mise en place par les bolcheviks.

(16) V. Monteil, *Les musulmans soviétiques*, Paris, Editions du Seuil, 1957, pp. 130-131.

(17) M. Olenev, *op.cit.*

(18) I. Zemtsov, *Partia ili mafia, razvorovannaïa respublika* [Parti ou mafia, une république pillée], Paris, Les Editeurs réunis, 1976, p. 17.

(19) M. Olenev, *op. cit.*

(20) N. Asadova, *op. cit.*

(21) «Bratia Alievy iz Alara ili komou prinadlejit Azerbaïdjan» [Les frères Aliev originaires d'Alar ou à qui appartient l'Azerbaïdjan], *Realny Azerbaïdjan* (Bakou), <http://www.centrasia.ru/newsA.php4?st=1129602720>).

(22) Le ministère des Situations d'urgence est doté de son propre organisme d'enquête dans le domaine judiciaire qui peut agir parallèlement à la police dans les affaires considérées comme sensibles. En outre, c'est au nouveau ministère qu'il revient désormais d'accorder les permis de construire des tours à Bakou, ce qui a placé *de facto* tout le secteur du BTP (l'un des plus lucratifs après celui des hydrocarbures) sous son contrôle.